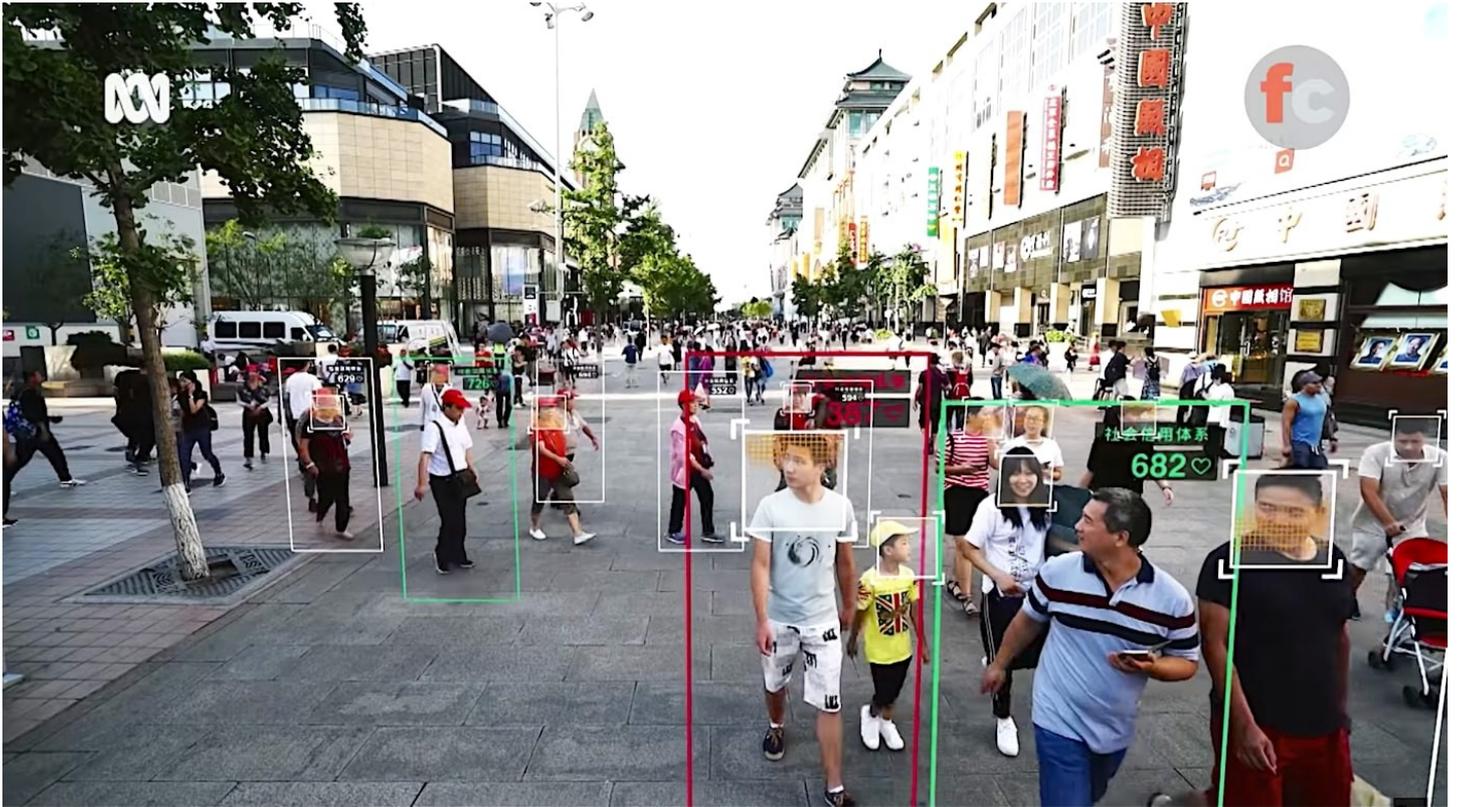


## La notation des citoyens: vers quoi tendent nos «démocraties»



**Le «pass vaccinal» suit, en substance, la même logique que celle qui a justifié le «crédit social» institué en Chine, ou la notation des citoyens.**

Examinons les faits. L'Assemblée nationale a adopté le 16 janvier le projet de loi transformant le pass sanitaire en pass vaccinal. Avec moins de la moitié des députés présents dans l'hémicycle, le gouvernement a réussi à imposer cette atteinte majeure aux libertés publiques et aux droits fondamentaux, créant en France deux catégories de citoyens : les «bons citoyens», avec un schéma vaccinal complet, et les «mauvais citoyens», ceux qui ont un schéma vaccinal incomplet ou qui ne sont pas vaccinés.

Il avait suffi de moins de quatorze mois pour passer d'une simple application de suivi de l'épidémie «StopCovid» (facultative et basée sur le volontariat) à un pass sanitaire, obligatoire de fait, et nécessaire à l'exercice de nos libertés théoriquement inaliénables et constitutionnellement garanties : liberté d'aller et venir, droit à la vie privée et à l'intimité, droit à l'emploi (liberté du travail), liberté d'entreprendre (liberté du commerce et de l'industrie), liberté d'association, liberté de réunion, etc. Six mois de plus pour franchir l'étape suivante nous conduisant à l'instauration de ce qui ressemble de plus en plus au crédit social chinois. D'aucuns jugeront cette affirmation excessive.

Pourtant, le désormais très connu «crédit social», fer de lance de la techno-dictature chinoise, a connu un parcours étrangement similaire à celui du pass vaccinal français. Ce système a pris forme dans les années 2000, visant à la notation des entreprises chinoises pour faciliter les investissements étrangers et absolument pas au traçage des citoyens, ni au contrôle des populations. Toujours dans une logique de protection de la société et des investissements, le système a évolué vers l'idée d'une évaluation des citoyens et des entreprises. Puis le Conseil des affaires de l'État de la République populaire de Chine a lancé un schéma de programmation et de «sensibilisation à l'intégrité et à la crédibilité au sein de la société» (2014-2020) pour aboutir à 4 objectifs : «l'honnêteté dans les affaires du gouvernement», «l'intégrité commerciale», «l'intégrité sociétale» et «une justice crédible».

La logique du «crédit social» repose sur un «scoring» (une évaluation chiffrée en temps réel qui permet d'attribuer à chaque citoyen une note sociale) des citoyens chinois et des entreprises. Ce «scoring» comportemental repose sur le respect par les citoyens des règles imposées par le gouvernement, ce qui permet de les catégoriser: les «bons citoyens» et les «mauvais citoyens».

La clé est que les «mauvais citoyens» sont tenus pour responsables de la mise en place des mesures restrictives, de traçage de la population et d'autorisation préalable engendrées par la mise en place du «crédit social» pour permettre de protéger les «bons citoyens». Cette logique du bouc-émissaire a permis la phase suivante visant à différencier les droits de ces deux catégories de citoyens en fonction de leur note. Les «mauvais citoyens» ont alors vu leurs libertés restreintes puisqu'en fonction de leur note, ils ne pouvaient plus voyager, avoir accès au crédit, à certains logements, à certains métiers, à certains loisirs. Ils ont été peu à peu mis au banc de la société. Devenant infréquentables, ils sont

frappés de mort sociale (lorsque vous appelez au téléphone quelqu'un de mal noté, vous êtes prévenu de son statut par un message vocal).

Les «bons citoyens», quant à eux, peuvent pratiquer les activités quotidiennes interdites aux «mauvais citoyens» mais n'en demeurent pas moins fichés et tracés par le système qui leur fournit une dose de rappel quotidienne de leur note sociale, au cas où ils seraient tentés de désobéir ou de vouloir fréquenter un «mauvais citoyen». Je vous conseille de voir le film encore disponible sur LCP: «Ma femme a du crédit», et décrivant cet état de fait.

L'analogie est aisée à saisir: les ressorts psychologiques conduisant à la mise en place du pass vaccinal sont les mêmes. La méthodologie pour l'imposer est analogue : un grignotage ininterrompu des libertés de tous par la mise en place d'outils toujours plus intrusifs, grignotage justifié par l'irresponsabilité du «mauvais citoyen».

En France, rappelons que le rapport d'information de la délégation à la prospective du Sénat du 3 juin 2021 assumait cette parenté avec la Chine en affirmant que *«Si une "dictature" sauve des vies pendant qu'une "démocratie" pleure ses morts, la bonne attitude n'est pas de se réfugier dans des positions de principe, mais de s'interroger sur les moyens concrets à la fois techniques et juridiques, de concilier efficacité et respect de nos valeurs»*.

A l'origine de la stratégie gouvernementale contre la Covid-19, ce qu'on a vite oublié, Mounir Mahjoubi, député LaREM de Paris, ancien président du Conseil national du numérique et ancien Secrétaire d'État chargé du numérique avait présenté un plan d'action très complet en avril 2020 dans une note parlementaire intitulé «Traçage des données mobiles dans la lutte contre le Covid-19» qui assumait pleinement la filiation chinoise du projet.

Depuis que l'Institut Thomas More a publié la note « Traçage numérique : pourquoi c'est non » (<https://institut-thomas-more.org/2020/04/27/tracage-numerique-pourquoi-cest-non/>), et à chaque nouvelle atteinte liberticide, il a été répondu que comparaison n'est pas raison. Benjamin Franklin : *«un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre, et finit par perdre les deux»*.

Les contradicteurs ne veulent pas voir ce qui crève les yeux : nos sociétés occidentales semblent prêtes à la bascule. La *«cancel culture»*, dans son intolérance, son goût de l'anathème, sa passion accusatrice et justicière, en témoigne assez. La logique de fonctionnement des réseaux sociaux, qui isolent les individus dans des groupes de pensée antagonistes, rend, pour leurs utilisateurs enfermés dans leurs certitudes où l'opposant devient ennemi, tout débat d'idées impossible et inutile. La conjugaison de ces deux phénomènes a formaté de larges pans de la population à l'acceptation de la logique du bouc-émissaire et de la notation sociale.

La lente agonie de notre État de droit, les libertés publiques et les droits fondamentaux entamés depuis plusieurs décennies, le déséquilibre institutionnel qui va croissant, faisant passer notre régime présidentiel à un régime présidentieliste (avec hyper-concentration des pouvoirs de l'exécutif) et la neutralisation des contre-pouvoirs par les états d'urgences successifs (terroristes et sanitaires) imposent l'idée que le peuple n'est qu'une variable d'ajustement pour formaliser un «crédit social» à la française. Comment ne pouvons-nous pas voir ce qui est pourtant si limpide?

Bruno Bourgeon, <http://www.aid97400.re>